



DIRECTION GENERALE

DEPARTEMENT DE CONTROLE INTERNE

APPEL D'OFFRES OUVERT (AOO)

Consultation n°2025-0628/EdA-DA

-

Prestations d'audit interne et de conseil

Cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

SOMMAIRE

CONTEXTE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE	4
1. PREAMBULE.....	4
2. GENERALITES	4
2.1. OBJET DE L'ACCORD-CADRE	4
2.2. MODE DE PASSATION DE L'ACCORD-CADRE.....	4
2.3. NATURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE	4
2.4. DUREE ET RECONDUCTION DE L'ACCORD-CADRE	5
2.5. ALLOTISSEMENT	5
2.6. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES (PSE)	5
2.7. VARIANTES	5
2.8. DECOMPOSITION EN TRANCHES	5
2.9. CO-TRAITANCE	5
2.10. MODIFICATIONS.....	5
2.11. PRESTATIONS SIMILAIRES	6
2.12. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES OU MODIFICATIVES	6
3. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE.....	6
3.1. PIECES PARTICULIERES	6
3.2. PIECES GENERALES	6
4. DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES	6
5. OBLIGATIONS DES PARTIES	7
5.1. OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	7
5.2. PERSONNEL DU TITULAIRE.....	7
5.3. OBLIGATIONS ET DROITS DU POUVOIR ADJUDICATEUR	7
6. MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION	8
6.1. PHASE PREPARATOIRE ET DEMARRAGE DES PRESTATIONS	8
6.2. DEMANDE DE PRESTATIONS	8
6.3. LIVRABLES ET PRESTATIONS ATTENDUES	8
6.4. PROPRIETE INTELLECTUELLE	8
6.5. DESTRUCTION DES DONNEES	9
7. EVALUATION DES PRESTATIONS.....	9
7.1. OPERATION DE VERIFICATION (ARTICLE 28 CCAG/PI).....	9
7.2. ADMISSION DES PRESTATIONS (ARTICLE 29.1 CCAG/PI)	9
7.3. AJOURNEMENT DES PRESTATIONS (ARTICLE 29.2 CCAG/PI).....	9
7.4. RECEPTION AVEC REFACTION (ARTICLE 29.3 DU CCAG/PI)	10
7.5. REJET DES PRESTATIONS (ARTICLE 29.4 DU CCAG/PI)	10
8. AUDITS DE QUALITE	10
9. PRIX	10
9.1. CONTENU DES PRIX	10
9.2. FORME ET NATURE DES PRIX	10
9.3. MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX.....	11
9.4. REVISION DES PRIX	11
9.5. FRAIS DE DEPLACEMENT.....	11
9.6. DISPOSITIONS FISCALES	12
10. FACTURATION	12
11. CONDITIONS DE PAIEMENT.....	13
11.1. DELAIS ET MODALITES DE PAIEMENT	13
11.2. INTERETS MORATOIRES.....	13
11.3. NANTISSEMENT ET CESSION DE CREANCE	13
11.4. AVANCE.....	13

12. PENALITES	13
12.1. PENALITE POUR RETARD DANS LA REMISE DU (DES) LIVRABLE(S)	13
12.2. PENALITE POUR REJET DU (DES) LIVRABLE(S).....	14
12.3. EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	14
13. RESILIATION.....	14
14. LITIGES ET DIFFERENDS.....	14
15. CONFIDENTIALITE	15
16. ASSURANCE ET RESPONSABILITE.....	16
17. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES.....	16
18. SOUS-TRAITANCE.....	18
19. MODIFICATIONS (CLAUSE DE REEXAMEN)	18
20. DEROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/PI.....	18

CONTEXTE LEGISLATIF ET REGLEMENTAIRE

Le marché ainsi que la consultation, passés suivant les règles de l'appel d'offres ouvert, sont établis sur le fondement des textes suivants :

- ✓ le *Code de la Commande Publique (CCP)* ;
- ✓ le CCAG/ Prestations Intellectuelles (CCAG/PI) dans sa version du 31 mars 2021.

Ces textes sont disponibles sur le portail internet « *Légifrance* » : <http://www.legifrance.gouv.fr>.

1. PREAMBULE

L'Econamat des armées est un établissement public à caractère commercial, représenté par son directeur général, dénommé ci-après le pouvoir adjudicateur. Il est la centrale d'achat du ministère des armées. Les cœurs de métier de l'EdA sont l'approvisionnement des forces en denrées alimentaires et matériels, la restauration collective et privée, la gestion de libre-service et de centres de loisirs, ainsi que la fourniture de prestations de service externalisées, dans les domaines de la téléphonie, de la restauration et de la logistique notamment, en France et à l'étranger.

2. GENERALITES

2.1. Objet de l'accord-cadre

Dans le cadre de sa politique de contrôle interne et de maîtrise des risques, l'Econamat des Armées souhaite externaliser ses missions d'audit interne afin de renforcer l'efficacité et la qualité de ses contrôles internes et d'optimiser son organisation. Ces missions viseront à apporter une évaluation indépendante et objective des processus, des risques, des systèmes et des contrôles existants.

Des missions ponctuelles, d'audit flash et de conseil, hors planning, à la demande de la direction générale sont incluses au marché.

Toutes les activités de l'EdA peuvent être concernés par une mission d'audit interne :

- Gouvernance ;
- Financier ;
- RH ;
- Affaires juridiques ;
- Commande publique ;
- Métiers de l'EdA ;
- SI ;
- Etc.

2.2. Mode de passation de l'accord-cadre

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert en application des articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre à bon de commande en application des articles R2162-1 à R2162-6 et R2162-13 et 14 du code de la commande publique.

2.3. Nature et forme de l'accord-cadre

Le marché prend la forme d'un accord-cadre de services unique à bons de commande, sans montant minimum et avec un montant maximum de 1 920 000,00 € HT sur la durée totale du marché.

A titre informatif, le montant financier est estimé à 160 000 € HT par an, soit, 640 000 € HT pour la durée maximale du marché (4 ans).

2.4. Durée et reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre prend effet à compter de sa date de notification pour une durée d'un (1) an. Il est tacitement reconductible trois (3) fois un (1) an sans que sa durée totale ne puisse excéder quatre (4) ans.

En cas de non reconduction du fait du pouvoir adjudicateur ou du titulaire, les parties formulent leur décision par lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de trois (3) mois avant la date anniversaire du marché.

2.5. Allotissement

L'acheteur décide, conformément à l'article L.2113-11 du Code de la commande publique, de ne pas allotir car cela rendrait l'exécution des prestations financièrement plus coûteuse. Par ailleurs, cela permet une meilleure coordination entre différents audits notamment pour les projets les plus complexes.

2.6. Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans objet.

2.7. Variantes

Sans objet.

2.8. Décomposition en tranches

Sans objet.

2.9. Co-traitance

En cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

En cas de groupement solidaire, nonobstant la désignation d'un mandataire du groupement, chacun des membres du groupement est solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des autres membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

Forme du groupement exigée : non imposée.

2.10. Modifications

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG/PI, toute modification intervenant au sein de la société pendant la durée du marché doit être impérativement notifiée au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé de réception.

Sans que cette liste soit exhaustive, la modification peut concerner :

- la personne ayant le pouvoir d'engager la société ;
- la forme de l'entreprise ;
- la raison sociale ou dénomination ;
- l'adresse ;
- le capital de l'entreprise ;
- le numéro de compte bancaire à créditer ;
- et de façon générale, toutes les modifications importantes sur le fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Afin de prendre en compte certaines des évolutions susvisées ainsi qu'en cas d'ajout de prestations, une modification du marché peut être envisagée, dès lors qu'elle est rendue nécessaire et ne bouleverse pas l'économie du marché.

2.11. Prestations similaires

En application de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire, un ou plusieurs marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire du présent marché.

2.12. Prestations supplémentaires ou modificatives

En application de l'article 23 du CCAG/PI, pendant l'exécution du marché, l'acheteur peut prescrire au titulaire, par ordre de service, des prestations supplémentaires ou modificatives après consultation de ce dernier ou accepter les modifications qu'il propose.

Ces modifications ne peuvent changer l'objet du marché ou modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le titulaire. Le titulaire ne doit apporter aucune modification aux spécifications techniques sans autorisation préalable de l'acheteur.

3. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

Les pièces contractuelles constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

3.1. Pièces particulières

- l'acte d'engagement et son annexe financière, dûment remplis, datés et signés ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- le mémoire technique fourni par le titulaire ;
- le(s) bon(s) de commande.

3.2. Pièces générales

- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de publics de prestations intellectuelles (CCAG/PI) en vigueur à la date d'établissement du dossier de consultation des entreprises ;
- les normes professionnelles en vigueur à la date de notification prévues dans le cadre du règlement du travail lié au présent marché ;
- la législation et la réglementation en vigueur pour les prestations objet du marché ;
- les pratiques et coutumes de la profession.

En cas de contradiction entre les clauses de ces différents documents, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure.

L'accord-cadre est régi par les lois et règlements applicables en France exclusivement. Il est précisé que tout document ou correspondance relatif au marché doit être rédigé en langue française.

Toute clause portée dans une documentation quelconque produite par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives de l'accord-cadre, est réputée non écrite.

4. DESCRIPTION DES PRESTATIONS ATTENDUES

Les prestations attendues sont définies au CCTP.

5. OBLIGATIONS DES PARTIES

5.1. Obligations du titulaire

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat. A ce titre, et notamment, il :

- est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires applicables aux prestations objet du présent accord-cadre ;
- est tenu d'actualiser ses connaissances durant toute la durée du marché en fonction de l'évolution de la réglementation. A ce titre, il établit un lien permanent avec le pouvoir adjudicateur ;
- désigne pour la durée de l'accord-cadre une personne responsable qui suit et coordonne l'action des différents intervenants et le représente face au pouvoir adjudicateur ;
- met en œuvre les moyens en personnel (personnel qualifié) nécessaires pour assurer l'exécution des prestations ;
- a un devoir d'information (conseil et alerte) envers le pouvoir adjudicateur ;
- exécute les prestations décrites dans le CCTP et dans son offre commerciale dans leur intégralité, de manière soignée, avec compétence et de manière continue conformément aux règles et usages de la profession ;
- respecte les prix indiqués dans sa proposition commerciale ;
- étudie et résout les problèmes d'utilisation de l'interface mis à disposition du pouvoir adjudicateur en fournissant des méthodes de travail et des conseils ;
- respecte les consignes de sécurité en vigueur et de confidentialité sur les sites destinataires ;
- est tenu à des résultats précis quant à la réalisation des prestations et à la délivrance des livrables attendus, définis dans chaque bon de commande.

Il met en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications de l'accord-cadre.

5.2. Personnel du titulaire

Les prestations sont exécutées par le personnel du titulaire sous sa direction. Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de demander le remplacement immédiat du personnel ne satisfaisant pas aux critères de sécurité.

Le titulaire en cas de difficultés lors de la réalisation des prestations, ne peut en rejeter la faute sur le pouvoir adjudicateur ; la responsabilité et la sécurité du personnel lui incombe en totalité.

5.3. Obligations et droits du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur :

- s'engage à fournir au titulaire, pour la réalisation des prestations, les informations nécessaires qu'il lui est possible de fournir et qui sont de nature à garantir le succès des prestations ;
- informe le titulaire des modifications substantielles du contexte des prestations ou de ses conditions de mise en œuvre ;
- s'engage à ne pas divulguer d'informations liées aux prix / conditions d'exécution du titulaire ;
- peut récuser, pendant toute la durée d'exécution du marché et pour motif sérieux et avéré, les intervenants qui ne le satisfont pas pour l'exécution de la prestation (il peut exiger le départ immédiat de l'intervenant concerné). Le titulaire doit procéder au remplacement des personnels récusés et ne peut prétendre ni à une prolongation du délai d'exécution, ni à une indemnisation.

6. MODALITES D'EXECUTION DE LA PRESTATION

6.1. Phase préparatoire et démarrage des prestations

Dans les cinq (5) jours ouvrés suivants la notification de l'accord-cadre faite par le pouvoir adjudicateur, le titulaire convient d'une réunion avec celui-ci afin de définir clairement l'exécution pratique des prestations. Cette réunion préparatoire a lieu dans un délai d'un (1) mois suivant la date de la notification.

Le titulaire doit s'assurer de la bonne exécution de l'accord-cadre en désignant un (plusieurs) représentant(s) en charge du suivi de la prestation. Leurs noms et coordonnées sont connus et communiqués lors de la réunion préparatoire.

Ce(s) représentant(s) constitue(nt) le(s) correspondant(s) privilégié(s) pour l'ensemble des obligations contractuelles. Il(s) veille(nt) notamment à la bonne coordination entre leurs services et le pouvoir adjudicateur.

Lors de cette réunion préparatoire, le titulaire effectue une présentation de son savoir-faire, ses méthodes/processus de travail et outils.

Suite à la notification de l'accord-cadre, le pouvoir adjudicateur transmet l'ensemble des données nécessaires à la réalisation des audits.

6.2. Demande de prestations

Un bon de commande est émis par le pouvoir adjudicateur pour chaque typologie d'audit.

Il mentionne notamment :

- le numéro de l'accord-cadre ;
- les éléments relatifs à la nature et à la forme des livrables attendus ;
- le(s) site(s) sur lequel(s) l'audit doit être mené ;
- la date de l'audit ;
- le montant des prestations en euros H.T. ;
- les références du service chargé de la réception des factures et du comptable assignataire.

Un bon de commande peut être émis jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre. Il doit être honoré jusqu'à son parfait achèvement.

6.3. Livrables et prestations attendues

La nature des livrables exigés est définie au CCTP. Ces livrables font l'objet d'une présentation au pouvoir adjudicateur et d'une vérification, conformément à l'article 7 du présent document. Les livrables sont remis sous format numérique uniquement.

Le titulaire est tenu de respecter la planification de réalisation de l'audit demandé. En cas de modification de cette planification, le titulaire est tenu d'avertir, et plus tôt possible, le pouvoir adjudicateur et justifier les causes de cet ajustement. Il ne peut être tenu responsable en cas de retard ou d'empêchement(s) à l'exécution des prestations du fait d'un cas de force majeure ou d'une situation dont le pouvoir adjudicateur est responsable. En cas d'un retard qui serait dû aux torts et aux manquements du titulaire, des pénalités sont applicables conformément à l'article 12 du présent document.

6.4. Propriété intellectuelle

Le titulaire cède à titre exclusif l'intégralité des droits de toute nature afférent aux résultats permettant au pouvoir adjudicateur de les exploiter librement (article 35 du CCAG/PI). Le titulaire reconnaît que le fait de céder ses droits lui interdit de dupliquer les résultats concernés par lesdits droits au profit de

tiers. Le prix de la cession est compris de façon définitive dans le prix total du marché. Le titulaire ne peut réclamer aucune somme complémentaire à quelque titre que ce soit.

Par ailleurs, les différents outils méthodologiques, logiciels et documentaires utilisés par le titulaire pour la réalisation des prestations, ainsi que le savoir-faire mis en œuvre, demeurent sa propriété exclusive et ne font l'objet d'aucune cession au bénéfice du pouvoir adjudicateur.

Les tiers, tels que décrit ci-après, s'entendent comme les salariés de l'EdA, mais également tout intervenant extérieur auquel le pouvoir adjudicateur confie une mission d'audit, d'expertise ou de contrôle pour les besoins propres de l'établissement.

6.5. Destruction des données

Conformément à l'article 31 du CCAG/PI, au terme de l'exécution du marché ou en cas de résiliation, le titulaire restitue sans délai à l'acheteur une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation. Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai de trois mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage. La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

7. EVALUATION DES PRESTATIONS

L'évaluation de la qualité des livrables est faite contradictoirement par le pouvoir adjudicateur ou son représentant et le titulaire.

7.1. Opération de vérification (article 28 CCAG/PI)

Les opérations de vérifications quantitative et qualitative ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler notamment que le titulaire a :

- mis en œuvre les moyens définis dans le marché, conformément aux dispositions contractuelles ;
- réalisé les prestations définies dans le marché, conformément aux dispositions contractuelles.

En l'espèce, les opérations de vérifications consistent à :

- vérifier que le/les livrables demandé(s) a/ont été remis dans les délais ;
- vérifier que la/les prestations a/ont été réalisée(s) dans leur intégralité ;
- vérifier que le contenu du/des livrable(s) correspond aux attentes de l'EdA.

En outre, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 15 jours à compter de la date de remise par le titulaire du/des livrable(s) pour procéder aux vérifications requises et notifier sa décision de réception, d'ajournement, de réception avec réfaction ou de rejet.

7.2. Admission des prestations (article 29.1 CCAG/PI)

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant prononce l'admission des prestations uniquement si elles correspondent aux dispositions de l'accord-cadre et au contenu du bon de commande. L'admission des prestations est prononcée dans un délai d'un mois ; elle déclenche le paiement de ces dernières.

7.3. Ajournement des prestations (article 29.2 CCAG/PI)

Si la qualité du travail réalisé est jugée insuffisante par le pouvoir adjudicateur ou son représentant, un délai de quinze (15) jours calendaires est accordé au titulaire afin de remédier aux insuffisances constatées et fournir un livrable conforme à l'accord-cadre et au contenu du bon de commande.

Si passé ce délai, le pouvoir adjudicateur juge que les prestations ne sont toujours pas conformes aux besoins et que ces dernières ne permettent pas (ou plus) un ajustement ou une réfaction, il notifie par lettre recommandée avec accusé de réception une décision de rejet. Il applique une pénalité forfaitaire (cf. article 12 du présent CCP).

7.4. Réception avec réfaction (article 29.3 du CCAG/PI)

Si la qualité du livrable s'avère insuffisante (réserves) eu égard aux conditions prévues au marché mais que ce dernier peut être utilisé en l'état, le pouvoir adjudicateur fait connaître au titulaire son intention de réceptionner le livrable avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées.

L'EdA notifie au titulaire par tout moyen permettant d'attester de sa bonne réception par le destinataire de la décision de réfaction. Le titulaire dispose du délai indiqué dans cette décision pour présenter ses arguments. Passé ce délai et éventuellement après prise en compte des observations émises, la réfaction, exprimée en pourcentage de la prestation attendue, s'applique.

7.5. Rejet des prestations (article 29.4 du CCAG/PI)

Lorsque le pouvoir adjudicateur juge que les prestations ne sont pas conformes aux besoins et que ces dernières ne permettent pas un ajustement ou une réfaction, il notifie une décision de rejet. Ce rejet donne lieu à des pénalités.

Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la notification de décision de rejet pour enlever les prestations rejetées. Lorsque ce délai est écoulé, elles peuvent être détruites ou évacuées par le pouvoir adjudicateur au frais du titulaire.

8. AUDITS DE QUALITE

L'EdA se réserve le droit de réaliser, ou de faire réaliser, à tout moment, des audits sur la qualité des prestations fournies et l'exécution du marché par le titulaire.

Le titulaire est informé au plus tard deux (2) semaines calendaires avant le début de l'audit.

Ces audits ne sont pas exclusifs des opérations de vérifications prévues à l'article 7 du présent CCAP.

9. PRIX

9.1. Contenu des prix

Les prix applicables aux prestations sont établis en euros H.T. et T.T.C. et sont mentionnés dans l'annexe financière.

Les prix comprennent :

- l'ensemble des exigences décrites dans le CCTP ;
- les personnels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- tous les frais généraux, charges sociales, assurances, ainsi que ceux nécessaires à la complète et parfaite réalisation des prestations ;
- les frais d'archivage, de stockage et de destruction ;
- toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que les frais d'assurance.

9.2. Forme et nature des prix

Les prix des prestations, objet de l'accord-cadre, sont unitaires, en euros, hors taxes sur la valeur ajoutée.

Les prix sont fermes la première année puis révisibles annuellement en cas de reconduction de l'accord-cadre dans les conditions fixées à l'article 9.4. du présent CCAP.

Durant l'exécution, les prix facturés sont ceux en vigueur au moment de la passation de la commande.

9.3. Mois d'établissement des prix

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques du mois de remise des offres (Août 2025).

9.4. Révision des prix

En cas de reconduction de l'accord-cadre, les prix sont révisibles annuellement, à partir de la deuxième année d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire transmet à cet égard à l'EdA, par e-mail les nouveaux tarifs proposés ainsi que tous les documents justifiant de cette hausse ou de cette baisse, avec un préavis minimum de 30 jours calendaires avant la date anniversaire de l'accord-cadre. A défaut de transmission dans ce délai, les anciens prix sont reconduits pour l'année.

L'application des nouveaux prix doit être approuvée par écrit par le pouvoir adjudicateur préalablement à son entrée en vigueur, au vu des justifications avancées.

Il est fait application de la formule de révision suivante pour les prix mentionnés dans l'annexe financière :

$$P = P0 \times (0,125 + 0,875 \times (SYNT1/SYNT0))$$

P = prix après révision ;

P0 = prix indiqué dans l'offre financière annexée à l'acte d'engagement ou pour les années suivantes, prix de l'année précédente ;

SYNT0 = valeur du dernier indice SYNTEC connu à la date de notification du marché ou à la date de la révision précédente ;

SYNT1 = valeur du dernier indice SYNTEC connu au moment de la demande de révision des prix.

Les nouveaux prix prennent effet le lendemain de la date anniversaire de l'accord-cadre considéré. Toute commande notifiée au titulaire avant la date d'application du nouveau tarif est exécutée au prix de l'ancien tarif.

9.5. Clause de sauvegarde

En cas de dépassement du montant de l'accord-cadre à bons de commande de plus de 3% par an par rapport au montant de l'offre initialement convenu, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier l'accord-cadre à bons de commande de manière anticipée et sans indemnité.

Le titulaire de l'accord-cadre à bons de commande s'engage à fournir toutes les informations nécessaires pour justifier les augmentations de coûts et à collaborer pleinement avec le pouvoir adjudicateur pour tenter de trouver des solutions alternatives avant la résiliation.

9.6. Frais de déplacement

Toute prestation donnant lieu à des frais de déplacement supérieur à 100 € HT fera l'objet d'un devis par le titulaire. Le devis est ensuite transmis au pouvoir adjudicateur pour validation par le service commanditaire.

Tout frais jugé excessif et non justifié par le pouvoir adjudicateur sera alors refusé.

L'émission d'un devis par le titulaire n'engage pas le pouvoir adjudicateur. Seuls les devis validés et acceptés donnent lieu à l'émission d'un bon de commande qui engage le pouvoir adjudicateur.

9.7. Offres promotionnelles

Tous les prix de l'accord-cadre peuvent faire l'objet d'offres promotionnelles.

Une offre promotionnelle peut notamment prendre les formes suivantes :

- une diminution d'un ou plusieurs prix hors taxes ;
 - une augmentation des taux de remise concernant les services sur catalogues ;
 - une augmentation en performance technique à des prestations à prix identique ;
 - des prestations identiques proposées à des conditions plus avantageuses (par exemple, une absence d'engagement de durée minimale) ;
 - une augmentation ou une intégration de mécanismes de remise, rabais ou ristournes ;
- une combinaison de points listés ci-dessus.

Le Titulaire adresse à l'EdA sa proposition, par tout moyen permettant d'en donner date certaine.

Il donne toutes précisions utiles et notamment la durée de validité de la promotion, la désignation précise des produits et prestations concernés et/ou du ou des bénéficiaire(s) concerné(s) et/ou du ou des bénéficiaires potentiels de la promotion.

En cas d'accord de l'EdA, ce dernier émet un certificat administratif.

9.8. Dispositions fiscales

Tous les prix tels que mentionnés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement s'entendent hors taxes et sont majorés de la TVA au taux légalement en vigueur. Au cas où ce taux viendrait à être modifié, les prix seraient ajustés à due concurrence. Toutes taxes qui pourraient être créées ou toutes modifications des charges et taxes actuelles entraînent automatiquement le réajustement de ces prix, au vu d'un échange de correspondance entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur.

10. FACTURATION

Conformément aux dispositions de l'article L.2192-1 et suivants du Code de la commande publique, les factures doivent être transmises sous forme dématérialisée via le portail sécurisé Chorus factures (<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>) ».

Afin que le traitement de la facture soit facilité et optimal, le titulaire doit impérativement faire apparaître les mentions légales et les indications suivantes :

- le nom et l'adresse du titulaire ;
- le numéro de SIRET du titulaire ;
- le numéro de son compte bancaire, tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement ;
- le code service : DG_GEN tel qu'il est précisé dans le bon de commande) ;
- les références du marché (numéro et date) ;
- le n° de SIRET de l'EdA (542 085 907 00013) ;
- les prestations réceptionnées ;
- le montant hors taxes ;
- les taux et montant des taxes ;

- le montant total HT et TTC des prestations réceptionnées ;
- la date de facturation.

Si le titulaire ne respecte pas les prescriptions susmentionnées, le traitement des factures ne peut être effectué de façon automatique. De ce fait, le délai de traitement des factures, par la Direction Financière et Comptable du pouvoir adjudicateur est allongé et la mise en règlement retardée. La mise en paiement des factures n'intervient qu'après que l'EdA ait accepté les prestations.

11. CONDITIONS DE PAIEMENT

11.1. Délais et modalités de paiement

Le mode de règlement est le virement bancaire, établi par la Direction Financière et Comptable du pouvoir adjudicateur au profit du compte bancaire indiqué dans l'acte d'engagement. Un seul compte bancaire est accepté.

La facture établie par le titulaire est réglée dans un délai ne pouvant excéder 30 jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve de l'acceptation des prestations par le pouvoir adjudicateur.

11.2. Intérêts moratoires

À défaut de paiement dans les trente (30) jours maximum suivant la réception de la facture, des intérêts moratoires sont dus au titulaire.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 %. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

En outre, le bénéficiaire des prestations n'ayant pas honoré son paiement dans les délais est tenu de régler une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement dont le montant est fixé à quarante (40) euros.

11.3. Nantissement et cession de créance

Le pouvoir adjudicateur délivre au titulaire sur demande et sans frais, les pièces nécessaires pour une remise du marché en nantissement. Toute cession de créance est directement notifiée au comptable du pouvoir adjudicateur par l'établissement cessionnaire.

11.4. Avance

Une avance peut être accordée au titulaire sur demande de celui-ci. Elle ne peut être supérieure à 30% du montant initial TTC du marché, dans les conditions fixées à l'article L-2191-1 à -3 du Code de la commande publique.

12. PENALITES

12.1. Pénalité pour retard dans la remise du (des) livrable(s)

Lorsque le délai contractuel d'intervention pour lequel le titulaire s'est engagé n'est pas respecté, il peut procéder à une demande de modification de délai qui donne lieu à une décision du pouvoir adjudicateur :

- si la demande est acceptée, le retard ou l'avance ne donne pas lieu à des pénalités,

- si la demande est refusée ou si le titulaire n'a pas prévenu le pouvoir adjudicateur au préalable, il peut encourir une pénalité de **150 € HT par jour de retard**, à compter du refus de la demande par le pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI, les pénalités de retard sont plafonnées à 20% du montant du bon de commande.

12.2. Pénalité pour rejet du (des) livrable(s)

Si le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement pour une prestation/un livrable, il demande au titulaire de réaliser une nouvelle prestation/présenter un nouveau livrable dans des délais fixés par le pouvoir adjudicateur. Si la prestation/le livrable est de nouveau rejeté, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de **500 € HT**.

12.3. Exécution aux frais et risques du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par l'accord-cadre, aux frais et risques du titulaire, soit en cas de mauvaise exécution ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du titulaire.

Le titulaire de l'accord-cadre n'est pas admis à prendre part, ni directement, ni indirectement, à l'exécution des prestations effectuées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution de cet accord-cadre par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix de l'accord-cadre, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire.

13. RESILIATION

Il peut être mis fin au présent marché par une décision de résiliation émanant du pouvoir adjudicateur, dans les conditions décrites au chapitre 7 du CCAG/PI.

Les articles 36 à 40 susvisés régissent les résiliations pour :

- événements extérieurs au marché ;
- événements liés au marché ;
- pour faute du titulaire ;
- pour motif d'intérêt général.

En cas de résiliation, les parties sont responsables jusqu'à complète exécution de leur engagement contractuel.

Dans le cas où la résiliation de plein droit est motivée par un cas de force majeure, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité sauf pour les travaux déjà réalisés à ses frais.

Dans le cas où l'accord-cadre est résilié pour motif d'intérêt général, de modification substantielle ou abandon du projet ainsi que de fermeture d'un ou plusieurs sites, le titulaire peut prétendre à une indemnisation.

14. LITIGES ET DIFFERENDS

Le marché et les éventuels litiges sont soumis au droit français. En cas de litige, le règlement amiable est recherché en premier lieu. Tout différend, survenant à l'occasion de l'exécution du marché, est

soumis par le titulaire au pouvoir adjudicateur sous pli recommandé avec accusé de réception. Ce dernier doit répondre dans un délai de 20 jours calendaires.

A défaut d'accord, il peut être recherché la solution juridictionnelle. Le tribunal compétent est le tribunal administratif de Montreuil.

15. CONFIDENTIALITE

Conformément à l'article 5 du CCAG/PI, le titulaire qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu communication à titre secret ou confidentiel de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir secrète ou confidentielle cette communication sans qu'il soit besoin d'explicitier systématiquement le caractère confidentiel de cette dernière. En particulier, sont considérés comme confidentiels l'organisation et le fonctionnement des services du pouvoir adjudicateur, ainsi que toute information relative au personnel travaillant pour le compte de ce dernier et les prix proposés dans le cadre du présent marché.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent sans autorisation du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire doit prendre toutes les dispositions pour assurer la confidentialité des éléments du marché. Le titulaire et le personnel affecté à la collecte et à l'exploitation des données demeurent soumis aux règles du secret professionnel, ainsi qu'aux habilitations en usage le cas échéant.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire est considérée comme une faute grave et pourra entraîner la résiliation du marché aux torts des titulaires.

Si le titulaire constate une attaque informatique il en informe sans délai le pouvoir adjudicateur et précise si des données lui appartenant et/ou en lien avec l'exécution du marché ont pu être atteintes, copiées, divulguées, corrompues, détruites ou autre. Il indique les moyens qu'il a mis en œuvre pour faire cesser l'intrusion, ainsi que ceux qu'il met en place pour prévenir tout nouvel incident.

Si les mesures ainsi présentées n'apparaissent pas suffisantes au pouvoir adjudicateur, cette dernière se réserve la possibilité de demander des investigations techniques, voire de faire intervenir dans les locaux du titulaire des équipes spécialisées, pour contrôler les mesures de sécurité prises visant à protéger les informations confiées au titulaire et rechercher les traces d'une éventuelle intrusion. Le titulaire s'engage à faciliter l'accès de ces équipes à ses installations et à leur fournir les informations nécessaires et connues.

Le titulaire s'oblige à procéder à la destruction des informations dont il a connaissance dès lors qu'elles ne sont plus nécessaires à la bonne exécution du marché. Sauf indication contraire de l'EdA, cette destruction doit être totale à l'issue du marché.

Pour l'application de la présente clause, le titulaire répond de ses salariés et de ses éventuels sous-traitants comme de lui-même.

En cas de violation des obligations mentionnées aux alinéas précédents, et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues, le marché peut être résilié aux torts du titulaire comme indiqué à l'article 39 du CCAG/PI.

Réciproquement, le pouvoir adjudicateur s'engage à la confidentialité du prix et de toute information relative aux pratiques professionnelles du titulaire. Les parties doivent respecter la confidentialité des

informations et ne doivent les divulguer à personne, à moins que leur divulgation n'ait été rendue obligatoire par une institution compétente.

16. ASSURANCE ET RESPONSABILITE

Le titulaire (et ses éventuels sous-traitants) dispose d'une assurance couvrant ses risques d'exploitation pendant toute la durée de l'accord-cadre à bons de commande. L'assurance doit couvrir les conséquences pécuniaires de responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et du pouvoir adjudicateur en cas d'accident, et de tous dommages causés à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre à bons de commande.

Le titulaire est tenu de produire une attestation de cette assurance avant tout début d'exécution de l'accord cadre : cette attestation doit indiquer le type de garantie, les montants, la nature des risques et sa période de validité. A défaut de production, dans le délai imparti, l'accord-cadre à bons de commande concerné peut être résilié aux torts exclusifs du titulaire, sans mise en demeure supplémentaire ni indemnités.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du pouvoir adjudicateur ou des bénéficiaires par le titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

17. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le Titulaire s'engage expressément à respecter :

- la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée en dernier lieu par l'ordonnance n° 2018-1125 du 12 décembre 2018 prise en application de l'article 32 de la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles et portant modification de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et diverses dispositions concernant la protection des données à caractère personnel ;
- les dispositions relatives à la protection des données à caractère personnel créées par le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018 (dit « RGPD »).

Dans le cadre du présent CCAP, le pouvoir adjudicateur est le responsable du traitement et le Titulaire est le sous-traitant de données personnelles.

Obligations du sous-traitant :

- respecter la réglementation relative à la sous-traitance ;
- traiter les données à caractère personnel uniquement pour les finalités et pour la ou les opération(s) de traitement(s) visés dans l'objet du marché ;
- traiter les données à caractère personnel conformément aux instructions documentées écrites du responsable du traitement. À cet effet, il est notamment précisé que toute demande visant à copier toute base ou environnement informatique comprenant des données à caractère personnel du client fera l'objet d'un accord par écrit entre les parties ;
- informer immédiatement le responsable du traitement dans l'hypothèse où la réalisation du traitement par lui ou ses sous-traitants ultérieurs entraînerait un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union Européenne) ou une organisation internationale, afin que les parties puissent, ensemble,, rédiger au besoin des clauses contractuelles types ;

- communiquer au client le nom et les coordonnées de son Délégué à la Protection des Données, s'il en a été désigné un, conformément à l'article 37 du RGPD ;
- communiquer, sur demande expresse du responsable de traitement, le nom et l'adresse du/des sous-traitant(s) hébergeur(s) des données à caractère personnel fournies qui sera/seront tenu(s) contractuellement à l'obligation de sécurité des données à caractère personnel conformément aux exigences du RGPD et de la Loi Informatique et Libertés ;
- coopérer avec toute autorité de contrôle nationale (telle que la Commission Nationale Informatique et Libertés – CNIL) ou internationale. Le sous-traitant s'engage à informer le client de toute demande de divulgation des données à caractère personnel émanant d'une autorité de contrôle et à ne pas y répondre directement sans instruction du client, sauf interdiction légale ;
- tenir un registre des activités de traitement effectuées pour le compte du client ;
- prendre toutes précautions utiles et mesures de sécurité tant matérielles, techniques, qu'organisationnelles :
 - (i) afin d'empêcher que les données à caractère personnel ne soient acquises ou divulguées à des personnes non autorisées ;
 - (ii) afin d'éviter toute utilisation ou accès détourné ou frauduleux aux données à caractère personnel ;
 - (iii) afin de se prémunir contre toute perte, destruction ou altération des données à caractère personnel, que ce soit de façon accidentelle, non-autorisée ou illégale ;
 - (iv) afin de garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre des services souscrits et veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter le même degré de confidentialité ;
 - (v) à ne pas divulguer les données à caractère personnel à des personnes autres que ses salariés, employés ou préposés, ou sous-traitants agréés qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales.

Le sous-traitant s'engage également à :

- présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement préserve la protection des droits de la personne concernée par le traitement de ses données à caractère personnel ;
- mettre en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque suivant le périmètre des services souscrits et notamment :
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes et des services de traitement ;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique.

- informer sans délai le responsable du traitement de toute demande de communication d'informations faites au Titulaire et/ou à l'un de ses cotraitant(s) ou sous-traitant(s) ultérieur(s).

Les Parties conviennent que les données personnelles ne peuvent être traitées que conformément aux finalités qui ont justifié leur communication à l'autre Partie. Les Parties s'interdisent notamment d'utiliser les données personnelles à des fins de prospection commerciale.

18. SOUS-TRAITANCE

En application de l'article 3.6 du CCAG/PI, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de prestations sous réserve de l'acceptation du (des) sous-traitant(s) par le pouvoir adjudicateur.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

19. MODIFICATIONS (CLAUSE DE REEXAMEN)

En application des articles R2194-1 à 10 du code de la commande publique, le présent marché peut être modifié par le pouvoir adjudicateur, quel que soit le montant de la modification, notamment dans les circonstances suivantes :

- évolution des quantités ou des modalités d'exécution dues à une évolution significative du contexte d'exécution ;
- augmentation du montant maximum de 25 % pour la durée restante à couvrir de l'accord-cadre à bons de commande (durée ferme + reconductions) ;
- intégration de prestations nouvelles nécessaires à l'objet du présent marché ;
- ajustement des coûts de la prestation, en raison de paramètres non prévisibles à la date de contractualisation ;
- cession du contrat au profit d'un nouveau titulaire dans le cadre d'une restructuration de l'entreprise titulaire (fusion, acquisition, absorption, groupement) à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat et que l'opérateur économique présenté remplisse les critères de sélection initiaux ;
- modification des conditions d'exécution en raison de paramètres non prévisibles lors de la contractualisation (nécessité de suspendre l'exécution du marché ou d'en prolonger l'exécution au pro rata de l'interruption, évolution de périmètre ou de la gamme) ;
- reprise de l'exécution du marché par un mandataire qualifié de l'EdA.

La rédaction d'un acte modificatif peut être envisagée si le pouvoir adjudicateur estime que cela est nécessaire et ne bouleverse pas l'économie générale du marché.

20. DEROGATIONS AUX ARTICLES DU CCAG/PI

Article du CCAP	Objet de l'article	Article(s) du CCAG
Article 3	Ordre des pièces	Article 4.1
Article 7.1	Délai de vérification	Article 28.2
Article 9	Prix	Articles 10.1.1. et 10.1.2.
Article 12	Pénalités pour retard	Article 14.1